

L'UE et l'Arménie

Le président de la Commission européenne, **José Manuel Barroso**, est arrivé à Erevan vendredi pour assister au Centre d'Art Moderne Gafesjian, au Sommet des dirigeants du Parti populaire européen (PPE) des Etats membres du Partenariat



oriental. **Le Sommet** a réuni en plus du président Barroso, le président Serge Sarkissian - chef du Parti républicain d'Arménie, le président du PPE Wilfred Martens, le Président géorgien Mikhaïl Saakachvili, le Premier ministre moldave Vlad Filat. La réunion d'une journée a été consacrée aux efforts déployés par les trois

anciennes républiques soviétiques d'intégrer plus étroitement l'UE dans le cadre du programme de Partenariat oriental. Les accords d'association en cours de négociation par chacun d'eux découlent de ce programme.

José Manuel Barroso a eu des entretiens séparés avec son homologue arménien samedi. Le président Sarkissian a indiqué qu'il a réaffirmé sa détermination à développer et à approfondir la coopération UE-Arménie. Il a également déclaré qu'Erevan espère conclure les négociations d'association avec l'Union européenne en Novembre prochain.

Un élément clé de l'accord future association UE-Arménie est la création d'une "zone de libre-échange approfondi et complet." Le Partenariat oriental permet aussi au pays retenu de faciliter l'obtention de visas.

Bruxelles et Erevan ont finalisé un accord de facilitation des visas à la mi-octobre. Barroso et Sarkissian a annoncé qu'il sera signé en Décembre.

Le président Serge Sarkissian a rassuré l'Union européenne que la prochaine élection présidentielle en Arménie, à laquelle il se présentera pour un second mandat de cinq ans, sera libre et équitable.



"J'ai assuré M. Barroso que nous nous sommes engagés à tenir en Février 2013, des élections présidentielles répondant aux plus hauts standards internationaux," a-t-il déclaré lors de la **conférence de presse commune**.

"Le peuple arménien a toujours aspiré à avoir un système de gouvernement basé sur les valeurs européennes de - liberté, démocratie et primauté du droit. Nous considérons que la coopération avec les structures européennes est un facteur important pour le renforcement institutionnel de l'Arménie et pour la mise

en œuvre de réformes efficaces.

Notre objectif est d'achever les négociations sur l'accord d'association, y compris avec la création d'une zone de libre-échange approfondi et complet, avant le sommet de Vilnius de Novembre 2013 et porter ainsi nos relations à un nouveau niveau.

Au cours de la réunion, j'ai exprimé notre conviction qu'il est nécessaire d'approfondir la coopération dans le cadre de la présentation du Partenariat oriental. Les frontières fermées, les menaces de recours à la force, la xénophobie et le racisme n'ont pas leur place au 21ème siècle. Toutes nos déclarations et nos actions deviennent inefficaces, si l'un des pays partenaires appelle la population d'un autre pays partenaire 'un ennemi'. C'est un exemple classique et écœurant de haine.

Nous ne pouvons pas prétendre que c'est normal que la Turquie, qui est membre du G20 et négocie son adhésion à l'UE, maintient illégalement sa frontière avec l'Arménie fermée. Ce n'est pas seulement en contradiction avec la simple logique de partenariat, mais viole également les normes et principes fondamentaux du droit international. **En Europe, les frontières ne doivent pas être utilisées comme des lignes de démarcation.**

L'Arménie a déclaré à maintes reprises que le Haut-Karabakh fait partie de la famille européenne, et porte des mêmes valeurs. Par conséquent, nous attachons une grande importance aux contacts immédiats des représentants de l'UE avec le Haut-Karabakh, en particulier par des visites périodiques," a-t-il indiqué.

S'exprimant à l'issue des entretiens avec le Président de la Commission européenne, Sarkissian a également déclaré que son gouvernement prévoit d'achever d'ici la fin de l'année prochaine, les négociations en cours avec l'UE sur un vaste «accord d'association».

Les Hauts fonctionnaires de l'UE ont souligné que l'approfondissement des relations de l'Arménie avec le bloc des 27 nations, demandée ces derniers mois par l'administration Sarkissian, est subordonné à la bonne conduite de l'élection présidentielle. Ils ont laissé entendre qu'un vote clair est également indispensable à la tenue d'une conférence sans précédent préparée par l'UE avec des investisseurs étrangers.

Les dirigeants arméniens et Sarkissian en particulier, ont maintes fois promis d'être à la hauteur de ces attentes. Ils ont mis en avant le travail effectué lors des élections législatives de mai dernier, prudemment salué par l'UE. Ces derniers ont appelé à apporter de nouvelles améliorations dans l'administration des élections, et notamment celles relevées par l'OSCE/BIDDH.

Les principaux partis d'opposition ont dénoncé les promesses du gouvernement et

indiqué que Sarkissian cherchera à remporter sa réélection à tout prix. Ils ont affirmé également que les élections de Mai avaient été truquées en faveur de sa formation, le Parti républicain d'Arménie.

(...)

"Permettez-moi de commencer par remercier le Président Sarkissian pour son invitation à se rendre en Arménie et pour votre accueil si chaleureux. L'Arménie est un pays plein d'histoire et de culture. Il est étonnant de voir ce que ce pays a donné à la civilisation. Mais l'Arménie est aussi une nation qui s'est engagée pour un avenir plus sûr.

Monsieur le Président, après notre réunion très productive à Bruxelles en Mars dernier, c'est avec grand intérêt que je suis ici aujourd'hui à Erevan pour assister aux changements importants qui ont lieu dans votre pays.

L'Arménie est un partenaire très important pour l'Union européenne dans le cadre de notre partenariat oriental et nous construisons une relation forte basée sur l'association de l'intégration politique, économique, et plus de contacts étroits entre les populations.

En effet, les négociations sur l'accord d'association, y compris sur une zone de libre-échange approfondi et complet, se déroulent très bien et nous devons nous efforcer de parvenir à un bon accord d'ici la fin de l'année prochaine à notre Sommet du Partenariat oriental prévu à Vilnius en Novembre 2013. Une fois terminées, ces négociations renforceront encore la perspective européenne de l'Arménie.

Récemment, nous avons également donné des mesures concrètes dans notre dialogue sur la Mobilité. Après de constructives - et devrais-je dire - rapides négociations, nous serons en mesure de signer l'accord de facilitation des visas au 17 de ce mois-ci, puis, à une date ultérieure, par la signature de l'accord de réadmission. Notre objectif à long terme est claire et nous allons travailler pour ce faire : se déplacer sans visa.

Aujourd'hui, j'ai également eu l'occasion de féliciter le Président Sarkissian pour le bon déroulement des élections législatives de mai 2012. Je suis rassuré par l'engagement personnel du Président à combler les lacunes qui ont été identifiées par la mission de l'OSCE/BIDDH. Dans ce contexte, le groupe de travail que le Président a créé est un signe fort de la direction prise et je vous en félicite. Nous avons convenu qu'il est extrêmement important et essentiel que les prochaines élections prochaines soient impeccables en termes d'équité et de respect des normes internationales.

Les institutions démocratiques, l'indépendance du pouvoir judiciaire, le pluralisme politique, la liberté des médias et la protection des droits et libertés fondamentaux sont la pierre angulaire de notre partenariat. Tel est le message que j'ai apporté à toutes les réunions

que j'ai tenues aujourd'hui avec les dirigeants politiques de l'Arménie, les parlementaires et la société civile. Ces valeurs et ces principes doivent être respectés et activement défendus. Je suis heureux que le Président Sarkissian se soit engagé dans ce sens.

L'Union européenne reconnaît pleinement l'engagement de l'Arménie pour des réformes et pour les efforts déployés. Nous sommes également conscients des défis qui nous attendent, nous sommes dans le même bateau et nous vous soutenons. En fait, cette année, nous avons augmenté notre aide par un supplément de 15 millions d'euros pour un projet existant sur la réforme du système judiciaire et pour une opération en cours sur la formation professionnelle et l'éducation. Ce n'est pas seulement la reconnaissance de votre bon travail, mais c'est une incitation à maintenir votre ambition réformatrice.

La paix et la stabilité régionales sont également nécessaires pour faire avancer nos objectifs communs.

J'ai réaffirmé l'urgente nécessité de résoudre le conflit du Haut-Karabakh. L'UE continue de soutenir les efforts du Groupe de Minsk de l'OSCE et nous sommes prêts, en pleine complémentarité avec le Groupe de Minsk, de fournir un soutien accru aux mesures de confiance, si les parties le souhaitent. Nous croyons que c'est seulement par un voisinage stable et de bonnes relations entre les pays de la région qu'il sera possible pour l'Arménie d'exploiter pleinement le potentiel du pays et aussi l'association avec l'Union européenne.

(...)



Avant de repartir, le Président de la Commission européenne a visité **l'Institut Matenadaran**, où il a prononcé un discours sur «Union européenne-Arménie : promotion des valeurs communes et comment forger des liens plus forts.»

(...)

"C'est un plaisir d'être ici à Erevan et en particulier pour être en mesure de rencontrer les représentants de la société civile, les étudiants et les chercheurs. C'est aussi un honneur d'être en mesure de le faire dans un tel lieu: le musée national du manuscrit, le dépositaire de votre histoire nationale et de la culture : une histoire et une culture avec des liens si importants avec d'autres parties de l'Europe, des liens qui sont en fait, plus forts et plus vieux qu'on ne le croit.

(...)

Mais au-delà des instruments ce qui est important à noter ici est la volonté politique - la

volonté politique de travailler ensemble avec votre pays. Nous croyons que l'Arménie est un pays européen, que vous appartenez à la famille européenne des nations et que nous avons tout à gagner à travailler encore plus.

(...)

Permettez-moi à ce stade de dire quelques mots à propos de la stabilité régionale et la résolution des conflits. Ce sont des questions que nous ne pouvons ignorer et qui doivent être abordées pour permettre à l'Arménie et à ses voisins de réaliser leur plein potentiel. Mis à part la tragédie personnelle des conflits, la fermeture des frontières physiques apporte d'évidents et d'importants risques économiques - il empêche grandement les besoins de croissance et de revenus. Les progrès sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh demeure l'une des principales priorités de notre voisinage.

Je comprends les difficultés et la complexité de ce travail, mais nous devons tous reconnaître que les avantages ultimes que la paix apporte, l'emportent largement sur ces difficultés. Certains pensent que le conflit est gelé et qu'il n'y a aucune solution possible. Bien que la tâche soit difficile, je crois que la paix est possible. Elle n'est pas seulement possible, elle est nécessaire. Et le travail des politiciens est de faire le nécessaire pour sa réalisation, en rendant le possible nécessaire. Nous appelons donc les parties à rester engagés dans le processus du Groupe de Minsk en paroles et en actes, et de revenir à la discussion des questions de fond. **Il est également important de faire preuve de retenue dans leurs déclarations et leurs actions, afin de ne pas mettre en péril le schéma existant et les principes de base.**

Le projet européen a également été construit sur les cendres d'une guerre terrible et par la réconciliation des anciens ennemis. Ce que nous avons réalisé aujourd'hui était tout simplement impensable pour nos grands-parents qui ont vécu et sont morts parfois dans les années tragiques de la guerre. Ce projet de paix, de démocratie et de réconciliation a été récemment reconnu par le Comité Nobel qui a décerné le prix Nobel de la Paix à l'Union européenne. Et c'est cet exemple, je crois, peut servir d'inspiration pour tous ceux dans le monde qui travaillent pour des développements concrets en faveur de la paix.

L'Union européenne se tient prête à fournir un soutien accru aux mesures de confiance, en pleine complémentarité avec le Groupe de Minsk. Nous avons adopté en Juin un nouveau programme d'instruments de stabilité, afin précisément de soutenir le règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh. Nous avons déjà les principes de la présente convention comme convenus à Madrid, ce qu'il faut maintenant, c'est le courage politique de les mettre en œuvre.

J'ai brièvement exposé une vision sur la façon dont une coopération plus étroite entre l'Union européenne et l'Arménie bénéficiera aux deux parties. Je sais qu'en Arménie il y a un débat ouvert et actif sur la meilleure façon d'équilibrer les relations de votre pays avec

ses voisins stratégiques.